CHALLENGES
04.09.2024

DGSE, DRM, forces spéciales… Ces ex-généraux qui se reconvertissent en PDG

Par Vincent Lamigeon le 04.09.2024 à 06h30, mis à jour le 04.09.2024 à 11h05

Grégoire de Saint-Quentin à la tête de GEOS, Didier Castres DG de DCI, Ronan Haicault de la Regontais directeur des opérations d'Amarante… Longtemps cantonnés au rôle de conseiller de PDG ou de directeurs sûreté, les anciens généraux décrochent désormais des postes opérationnels au plus haut niveau. Explications.



L'ancien patron du commandement des opérations spéciales (COS), Grégoire de Saint-Quentin, a été nommé à la tête du groupe de sécurité GEOS le 1er septembre 2024.
AFP / ALAIN JOCARD

Il aurait pu poursuivre sa route au sein des armées. Prendre encore du galon dans les services de renseignement. Voire viser une troisième ou une quatrième étoile. Mais le général de brigade Ronan Haicault de la Regontais, sous-directeur «

capacités » à la Direction du renseignement militaire (DRM), a fait un autre choix. A seulement 53 ans, il a quitté l'uniforme pour devenir, le 1er septembre, directeur général adjoint en charge des opérations de la société de sécurité Amarante International, un des leaders français du secteur, dirigé par Alexandre Hollander, un ancien du service action de la DGSE.
Formé à Saint-Cyr, dans la même promotion qu'Alexandre Hollander, passé par l'ESSEC et l'Ecole de Guerre, Ronan Haicault de la Regontais a effectué l'essentiel de sa carrière au sein du 2e Régiment de hussards, basé en Alsace, avec lequel il a été déployé au Sahel et en Afghanistan. Il est ensuite devenu chef du bureau finances de l'armée de Terre, avant de rejoindre la DRM, dont il gérait les RH, les finances et les achats d'équipement.

LIRE AUSSI De la DGSI à la DGSE : Nicolas Lerner, le maître-espion de la macronie

En débarquant chez Amarante, il rejoint l'un des groupes les plus dynamiques du secteur de la sécurité, qui gère notamment la sécurisation des institutions internationales (Union européenne, ONU…) et des groupes privés dans les zones à risque, comme l'Afghanistan ou le Moyen-Orient. *« Ronan Haicault de la Regontais a commandé un régiment, il a fait l'ESSEC, s'est frotté aux finances et aux RH : c'est un renfort de premier plan pour nous, qui est déjà familier avec la dimension économique du job »*, se réjouit Alexandre Hollander.

Un ancien des forces spéciales chez le concurrent

Le Saint-Cyrien n'est pas le seul gradé à débarquer à la tête d'un groupe de sécurité privée. Le 1er septembre, le général d'armée (cinq étoiles) Grégoire de Saint-Quentin a également pris la tête du concurrent GEOS, filiale du groupe ADIT. Une sacrée prise pour l'entreprise : Grégoire de Saint-Quentin, ancien chef de corps du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine (1er RPIMa) de 2004 à 2006, a commandé l'opération Serval au Mali avant d'être nommé à la tête du Commandement des opérations spéciales (COS) en 2013, puis propulsé patron des opérations de l'armée française (sous-chef opérations, en jargon militaire) en 2016. A son départ de l'armée en 2020, il rejoint la start-up Preligens, spécialiste de l'intelligence artificielle militaire, comme vice-président en charge des projets avancés, qui vient d'être rachetée par le géant Safran.
D'autres anciens gradés se sont parfaitement fondus dans le civil : le général Didier Castres, après avoir dirigé GEOS justement, a été nommé en mars dernier à la tête du géant de la formation militaire DCI. Le général Olivier Bonnet de Paillerets, ancien directeur adjoint de la DGSE et ex-commandant de la cyberdéfense (ComCyber), a quant à lui été nommé vice-président d'Orange Cyberdefense en octobre 2023.

CHALLENGES
04.09.2024

Désormais vrais PDG

Ces exemples reflètent une nouvelle tendance dans les secondes carrières des hauts gradés : les généraux dits de deuxième section (2S), qui ont quitté l'armée mais peuvent théoriquement être rappelés, parviennent désormais à s'imposer à des postes opérationnels, parfois même de PDG, dans des sociétés privées. Ils étaient jusque-là cantonnés à des jobs de conseillers défense de PDG du CAC 40 ou de directeurs sécurité/sûreté de grands groupes.
Certes, ces postes restent une destination prisée : le directeur des opérations de la DGSE Corentin Lancrenon rejoindra le 1er octobre prochain la Société Générale pour y devenir directeur de la sécurité. Son prédécesseur Pierre Liot de Nortbécourt a rejoint Danone, au même poste, en septembre 2022. L'ancien patron du COS et de la DRM Éric Vidaud a quant à lui été débauché par Carrefour l'année dernière. Mais certains profils sont parvenus à casser le plafond de verre, jusqu'à devenir les véritables patrons opérationnels de groupes de taille conséquente. Le général Didier Castres, patron de DCI, dirige ainsi un groupe de 230 millions d'euros de chiffres d'affaires et 900 salariés. En rejoignant Orange Cyberdefense, Olivier Bonnet de Paillerets œuvre pour un leader européen qui affiche un milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 3 000 salariés.

Le prestige et l'expertise

Pourquoi cet attrait pour les étoiles ? « Le premier facteur, c'est le prestige : avoir un général dans son équipe de direction, ça fait chic, expliquait sans fard Stéphane Volant, alors président du Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE), en juillet 2023. Mais il y a aussi bien sûr l'expertise des chefs militaires sur les sujets sécuritaires, qui est particulièrement intéressante, notamment pour des entreprises classées opérateurs d'importance vitale (OIV). » L'expertise de la chose militaire et du commandement est aussi un atout, notamment pour diriger des groupes de sécurité comme GEOS et Amarante, ou des groupes de formation militaire comme DCI.

Une autre tendance, encore ténue, est la création de start-up par les généraux dès leur départ de l'armée. C'est notamment le cas du général Michel Friedling, ancien commandant de l'espace, qui a fondé, en juillet 2022, Look Up Space, une jeune pousse spécialisée dans la surveillance spatiale. Cette dernière a levé 14 millions d'euros mi-2023.